

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 BOURGES

BOURGES, le 09/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/12/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

URSIMMO

31 RUE HENRI POINCARÉ
CS 46215
45000 Orléans

Code AIOT : 0010014159

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/12/2023 dans l'établissement URSIMMO implanté Lieu-dit Les Veuillis 18570 La Chapelle-Saint-Ursin. L'inspection a été annoncée le 20/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée lors de la fin de chantier.

Le projet est porté par BEG Ingénierie pour le compte de la société URSIMMO. Le propriétaire et exploitant au sens de l'ICPE changera à compter de fin janvier lors de la réception de l'ouvrage.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- URSIMMO
- Lieu-dit Les Veuillis 18570 La Chapelle-Saint-Ursin
- Code AIOT : 0010014159
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est une plateforme logistique constitué d'un entrepôt d'environ 80 000m² constitué de 11 cellules de stockage réparties dans deux ailes indépendantes. Dans chaque demi-bâtiment se trouve des cellules de taille comprises entre 1500m² et 12 000m², des locaux de charge, une chaufferie, des locaux techniques et électriques et des bureaux.

L'aménagement extérieur comprend notamment des parkings poids lourd et véhicules légers, des bassins dédiés à la gestion des eaux pluviales et polluées.

L'établissement est autorisé par l'arrêté du 24 décembre 2021 modifié par l'arrêté complémentaire du 05 août 2022.

Les principales rubriques ICPE concernées par cette autorisation sont la rubrique 1510-1 sous le régime de l'autorisation et la rubrique 4331-2 rubrique sous le régime de l'enregistrement

Lors de la visite, l'inspection s'est rendue dans les locaux et installations suivantes : local sprinklage, cellules 1.1, 1.2, 2, 3, 4, local charge 2, bassin 4a et 4b, bassin 3, bassin liquides inflammables, chaufferie B, toit des cellules 1.1, 1.2 et 3

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Conformité de la réalisation des travaux aux dispositions constructives prescrites dans l'arrêté préfectoral d'autorisation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dimension des cellules	Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 7.3.3	Sans objet
2	Conception structurelle de l'entrepôt vis à vis de la cinétique incendie	Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 7.3.1	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Disposition constructive risque incendie des locaux chaufferie	Arrêté Préfectoral du 24/12/2023, article 7.8.6.1	Sans objet
4	Dispositions constructives risque incendie sectionnement	Arrêté Préfectoral du 24/12/2023, article 7.8.6.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	chaufferie		
5	Colonnes sèches	Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 7.7.2	Sans objet
6	conception du réseau effluents	Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 4.4.1	Sans objet
7	Rétention des produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 2.1.2	Sans objet
8	Nature et positionnement des éclairage	Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 7.8.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dimension des cellules

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 7.3.3
Thème(s) : Situation administrative, Dimension des cellules
<p>Prescription contrôlée : L'ensemble de l'entrepôt a une hauteur à l'acrotère (point le plus haut du bâtiment) de 14 m pour une hauteur libre de stockage de 11m.</p> <p>Le bâtiment est composé des 11 cellules d'entreposage.</p> <p>La surface des cellules est inférieure à 12 000m²</p> <p>Les cellules ne comportent ni niveau, ni mezzanine</p> <p>[...]</p>
<p>Constats : Un écart est constaté concernant la hauteur à l'acrotère. Celle-ci varie entre 13,91 m et 14,27 m. Soit 27 cm de plus que la hauteur de 14m fixée dans l'AP du 24/12/2021.</p> <p>L'exploitant doit porter à la connaissance du préfet l'augmentation de la hauteur à l'acrotère du bâtiment dans le cadre de la demande de complément du PAC déposé en juin 2023.</p> <p>L'exploitant doit également justifier les dimensions de chaque cellule.</p>
<p>Observations : Documents fournis le 30/11/2023: - 22189-ARC-PCM-2.0-Plan de Masse (11/2023) - ELEVATION DES MURS feuillure CF 3H - Ind.B (03/2023) - 22189-ARC-PCM-Anx 1-Sécurité Incendie - Plan des RdC</p> <p>D'après le plan d'élévation des murs, le point le plus haut en toiture est compris entre 13,91 m et</p>

<p>14,27 m. Les 14 m à l'acrotère ne sont donc pas strictement respectés.</p> <p>D'après ce même plan, la hauteur libre serait quant à elle de 11,36 m.</p> <p>Ces valeurs sont confirmées par l'exploitant lors de la visite. Une réhausse de 30cm ayant été réalisée afin de prendre en compte les contraintes de sécurité en phase chantier. Cette différence de hauteur sera à porter à la connaissance de l'administration dans le cadre de la demande de complément du PAC déposé en juin 2023.</p> <p>Le plan "sécurité incendie" permet de constater la présence des 11 cellules numérotées C1.1,C1.2, C2, C3, C4, C5, C6.1, C6.2, C7, C8, C9.</p> <p>Lors de la visite, il a pu être constaté l'absence de niveau et mezzanines dans les cellules C1.1,C1.2, C2, C3, C4.</p> <p>La superficie réelle des cellules est à confirmer par l'exploitant. Néanmoins le plan "sécurité incendie" met bien en avant des surfaces inférieures à 12000m² pour l'ensemble des cellules.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 2 : Conception structurelle de l'entrepôt vis à vis de la cinétique incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 7.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie</p>
<p>Prescription contrôlée : [...]</p> <p>La structure de l'entrepôt est en béton ou mixte, la stabilité au feu est d'une heure (R60).</p> <p>Les éléments de support de la toiture sont réalisés en matériaux A2 s1 d0. Cette disposition n'est pas applicable si la structure porteuse est en lamelle-colle, en bois massif ou en matériaux reconnus équivalents par rapport au risque incendie, par la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises du ministère chargé de l'intérieur.</p> <p>Le ou les isolants thermiques utilisés en couverture sont de classe A2 s1 d0.</p> <p>Le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3).</p> <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0.</p> <p>Toutes les cellules sont séparées entre elles par des murs séparatifs REI 180.</p> <p>Les ouvertures à travers ces murs (issues de secours et passage chariots) sont équipées de portes coupe-feu 180 min (portes EI2-180C) ou équivalent afin d'assurer le même degré coupe-feu que le mur.</p> <p>Les portes battantes satisfont à la classe de durabilité C2.</p> <p>Les murs coupe-feu dépassent de 1 m en toiture. Ils dépassent de 50 cm en façade ou présentent un retour en façade de 1 m quand la façade n'est pas coupe-feu.</p> <p>Une bande de protection en matériau incombustible est placée sur la toiture, le long des murs</p>

<p>séparatifs sur une largeur de 5 m.</p> <p>[cf.PJ]</p> <p>Les justificatifs attestant du respect des prescriptions du présent point sont conservés par l'exploitant.</p> <p>CF. APC 05/08/2022 (article 10)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant fournira les fiches techniques des équipements et/ou attestations permettant de justifier la stabilité au feu, la durabilité et la résistance (en particulier éléments de structure, portes, mur et toitures).</p>
<p>Observations :</p> <p>Documents fournis le 30/11/2023:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 22189-ARC-PCM-Anx 1-Sécurité Incendie - Plan des RdC (11/2023) - ELEVATION DES MURS feuillure CF 3H - Ind.B (03/2023) <p>Documents fournis à l'issue de la visite</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fiche technique lanterneaux toitures - DTA_arcoplus_emboitable_2.1_14_1610_V2_09_2028 <p>L'inspection des installations classées observe que les plans présentent bien les murs prévus et demandés en termes de stabilité au feu. Les issues de secours et portes sont bien REI 120 à 180. Par ailleurs les fiches produits fournies donnent bien des classes de résistance correspondantes aux attendus pour les lanternaux d'évacuation des fumées (B,s1,d0) et les éclairages naturels en façade (B,s1,d0).</p> <p>Sur site il est observé que:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les ouvertures entre cellules sont fermées par des doubles portes (2*REI120 d'après l'exploitant) - le mur coupe feu dépasse de 1m03 (mesure faite entre les cellules 2 et 3) en toiture et 0,53 m en façade (mesure faite entre les cellules 4 et 5) - une bande de protection en matériau aluminium est mise en place sur plus de 5m le long des murs séparatifs en toiture au niveau des cellules C1.1 et 1.2 et sur l'ensemble de la toiture pour les cellules 3 et 4
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 3 : Disposition constructive risque incendie des locaux chaufferie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2023, article 7.8.6.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Chaque chaufferie est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, à l'extérieur de l'entrepôt ou isolé par une paroi REI120.</p> <p>Toute communication éventuelle entre le local et l'entrepôt se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes E60 C, munis d'un ferme porte, soit par une porte au moins EI2 120 C et de classe de durabilité C2 pour les portes battantes.</p> <p>[...]</p>

Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Documents fournis le 30/11/2023: - 22189-ARC-PCM-Anx 1-Sécurité Incendie - Plan des RdC Le plan permet d'apprécier la séparation entre l'entrepôt et les locaux chaufferie situés à l'extérieur ainsi que l'existence d'un mur REI120 sur le local. Ces éléments ont par ailleurs pu être constatés lors de la visite sur le local chaufferie B. L'accès à l'entrepôt se fait par un passage extérieur. Des portes coupes feu se trouvent en entrée d'entrepôt et en entrée de local chaufferie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dispositions constructives risque incendie sectionnement chaufferie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2023, article 7.8.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : [...] A l'extérieur de la chaufferie sont installés: - une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible, - un coupe circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible - un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Documents fournis le 30/11/2023: - URSSIMO-SCP01-B- SCHEMA CHAUFFERIE A - URSSIMO-EXE04-A- EXE CHAUFFERIE A - URSSIMO-SCP02-B- SCHEMA CHAUFFERIE B - URSSIMO-EXE05-A- EXE CHAUFFERIE B On constate bien la présence des éléments suivants sur les plans: vannes isolement en amont bouteilles gaz ; vanne d'isolement en amont pompe, dispositif de détection de présence de gaz. Lors de la visite il est observé la vanne d'isolement en amont du local sur la canalisation d'amenée de gaz pour la chaufferie B ainsi qu'un dispositif d'alerte de présence de gaz.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Colonnes sèches

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 7.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : [...] Les murs séparatifs entre les cellules de plus de 6 000 m2 sont équipés de colonnes sèches permettant l'arrosage de ces murs en toiture. Ces colonnes sèches sont alimentées à partir du réseau alimentant les poteaux incendie.

<p>Un volume d'eau de 440 m³ est spécifiquement dédié à ces installations. Ce volume s'ajoute à celui nécessaire aux poteaux incendie. La réserve d'eau totale est donc de 920 m³.</p> <p>CF. APC 05/08/2022 (article 14)</p>
<p>Constats : Pas d'écart constaté</p>
<p>Observations : Document fourni le 30/11/2023: - 22189-ARC-PCM-Anx 1-Sécurité Incendie - Plan des RdC</p> <p>Sur le plan les colonnes sèches sont implantées sur les murs séparatifs entre les cellules de plus de 6 000 m². Lors de la visite l'inspection des installations classées a constaté le tracé en élévation de ces colonnes sèches (sur façades et toits), en particulier celles entre les cellules 2 et 3.</p> <p>3 réserves d'eau sont disponibles pour l'alimentation de la protection incendie et des colonnes sèches : une réserve fixe de 920m³ et deux citernes souples de 480m³. Les deux citernes souples sont spécifiquement dédiées à la protection incendie et complétées par le volume nécessaire à l'atteinte des 720m³/h (pendant 2h) valeur plafond de l'AM du 11/04/2017. Il reste donc bien 440 m³ spécifiquement dédiés aux colonnes sèches</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : conception du réseau effluents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 4.4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Protection ressource en eau</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en amont des bassins de tamponnement, les eaux exclusivement pluviales non susceptibles d'être polluées toitures et zones étanchées de circulation n'engendrant pas de pollution) ; • en amont des bassins de tamponnement, les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (notamment les eaux de voiries) ; • les eaux collectées dans le bassin de confinement, polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) ; • les effluents domestiques et les effluents industriels produits sur le site (notamment les eaux de purge des chaudières et eaux de lavages des sols, chariots et poubelles). <p>[...]</p> <p>CF. APC 05/08/2022 (article 7)</p>
<p>Constats : Pas d'écart constaté</p>
<p>Observations : Les plans suivants ont été fournis le 30/11/2023 en amont de la visite - URSIMMO_101-1_F_ASSAIN (EP, EU, Eincendie) - URSIMMO_101-2_C_ASSAIN (voiries) Les plans mis à jours en date de la visite ont également été fournis - URSIMMO_101-1_H_ASSAIN - URSIMMO_101-2_D_ASSAIN</p>

<p>Ils permettent de distinguer les différents réseaux d'effluents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - effluents issus des cellules de liquides inflammables ; en rouge - eaux usées ; en marron - eaux de voiries ; en bleu clair - eaux de toiture ; en bleu foncé <p>L'inspection des installations classées distingue sur ces plans:</p> <ul style="list-style-type: none"> -Les eaux de voiries provenant des zones autour de l'entrepôt sont dirigées vers le bassin 4a de rétention avant traitement par séparateur d'hydrocarbures et refoulement vers le bassin n°3. - les eaux d'extinction incendie sont également dirigées vers le bassin 4a de rétention où elles peuvent être confinées. -Les eaux de voiries provenant de la zone d'entrée du site sont dirigées directement vers les bassins n°1 et n°2. -Les eaux de toiture sont dirigées directement vers les bassins d'infiltration n°3 et 4b. -Les effluents issues des cellules de liquides inflammables sont dirigées vers un bassin étanche dédié. -Les eaux usées sont relevées vers une station de traitement à l'Est du site. <p>Lors de l'inspection ces observations sont confirmées par la présence des regards, grilles et bassins.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Rétention des produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 2.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Protection ressource en eau - prescription de l'étude d'impact
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Mise sur rétention des produits dangereux présents sur site : marchandises liquides pouvant présenter un risque, cuves de fioul des réseaux incendie (cuves double enveloppe) [...]</p> <p>CF. APC 05/08/2022 (article 5)</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Observations :</p> <p>Comme indiqué dans le plan transmis le 30/11/2023 (URSIMMO_101-1_F_ASSAIN) les cellules 1.1 et 6.1 à vocation d'accueil de liquides inflammables présentent un réseau de collecte. Les liquides sont évacués vers le "bassin étanche produits inflammables" situé au Nord du site.</p> <p>L'inspection des installations classées a observé lors de la visite du 20/12/2023 que la cellule 1.1 est constituée de 4 zones de collecte chacune disposant d'un point de collecte des effluents.</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté dans le "local sprinkler" la présence d'une cuve fioul de 1000L. D'après l'affichage sur la cuve (ref. 8030100024) confirmé par la fiche technique (Réservoir appoint GO 1000 L) transmise à l'issue de la visite , celle ci est un réservoir en PE-HD avec enveloppe secondaire extérieure métallique (acier zingué)</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Nature et positionnement des éclairage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 7.8.4

Thème(s) : Risques accidentels, Eclairage
<p>Prescription contrôlée : Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.</p> <p>Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toute circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.</p> <p>Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule tous les éléments soient confinés dans l'appareil.</p>
<p>Constats : Pas d'écart constaté</p>
<p>Observations : Documents fournis le 30/11/2023:</p> <ul style="list-style-type: none"> - B00603_ELE_PRO_TSZ_20-22_046_F_Plan CFO C1+LCH1 (11/2023) - B00603_ELE_PRO_TSZ_20-22_048_D_Plan CFO C3+LCH2 (08/2023) - B00603_ELE_PRO_TSZ_20-22_049_D_Plan CFO C4+LCH3 (08/2023) - B00603_ELE_PRO_TSZ_20-22_050_C_Plan CFO C5 (08/2023) - B00603_ELE_PRO_TSZ_20-22_051_B_Plan CFO C6 (06/2023) - B00603_ELE_PRO_TSZ_20-22_052_D_Plan CFO C7 + LCH4 (08/2023) - B00603_ELE_PRO_TSZ_20-22_053_C_Plan CFO C8 (08/2023) - B00603_ELE_PRO_TSZ_20-22_054_E_Plan CFO C9+LCH5 (08/2023) - B00603_ELE_PRO_TSZ_20-22_100_D_Plan CFA C2 + LCH1 (11/2023) -> absence d'éclairage? - B00603_ELE_PRO_TSZ_20-22_123_B_Distri Ecl Circul Parking et Alim Ext <p>Suite à la visite le document suivant a par ailleurs été fourni :</p> <ul style="list-style-type: none"> - B00603_ELE_EXE_EXT_20-22_122_D-FT luminaire intérieur <p>Au regard de ces documents et des observations sur site dans les cellules C1.1, 1.2, 2 et 3, des luminaires LED sont disposés en plafond hors de portée des engins de manutention et des stockages.</p> <p>Dans les locaux de charge également des luminaires LED sont mis en place en hauteur afin d'éviter les chocs.</p> <p>En extérieur les luminaires sont également LED.</p>
Type de suites proposées : Sans suite